

---

# LES PAYS DU G20 FONT-ILS LEUR JUSTE PART DANS L'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

## COMPARAISON ENTRE LES CONTRIBUTIONS DÉTERMINÉES AU NIVEAU NATIONAL (CDN) DES PAYS DU G20 ET DES ÉVALUATIONS DE LEURS PARTS ÉQUITABLES

---

**EMBARGO JUSQU'AU 07 SEPTEMBRE 2023 00:01 GMT**

En tant qu'assemblée des plus gros émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre (GES), le G20 a un rôle central à jouer dans la réponse à l'urgence climatique. Ce document de travail évalue dans quelle mesure les pays du G20 se fixent des objectifs d'atténuation du changement climatique suffisamment ambitieux et respectent leur part équitable de la réduction des émissions mondiale nécessaire pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C. Il applique trois méthodologies différentes pour évaluer leurs engagements. Malgré certaines différences méthodologiques, les trois méthodes arrivent au résultat que les pays du G20 – collectivement, et individuellement pour la grande majorité d'entre eux – ne font pas leur juste part. En outre, l'étude montre que les pays du G20 ayant un revenu élevé sont encore plus loin d'assumer leur juste part de l'effort que les pays à revenu moyen. Pire, alors que les pays du G7 dénoncent le manque d'ambition climatique des pays à revenu faible et intermédiaire, ils se refusent jusqu'à présent à augmenter leurs propres engagements pour 2030 et à fournir aux pays moins favorisés des financements climatiques conséquents qui leur permettraient de transitionner rapidement vers des sociétés moins émettrices de carbone et résilientes au changement climatique. Cette analyse souligne que les pays du G20 doivent d'urgence, et avant la COP28 de décembre 2023, rehausser leurs ambitions de réductions de GES d'ici à 2030, augmenter leurs financements climatiques internationaux et accroître leur coopération avec les pays à faible et moyen revenu.

### **Documents de discussion d'Oxfam**

Les documents de discussion d'Oxfam sont rédigés dans le but de contribuer au débat public et de susciter des réactions sur des questions de développement et de politique humanitaire. Il s'agit de documents "en cours d'élaboration" qui ne constituent pas nécessairement des publications finales et ne reflètent pas les positions politiques d'Oxfam. Les opinions et les recommandations exprimées sont celles de l'auteur et pas nécessairement celles d'Oxfam.

# RESUME

La crise climatique s'accélère et ce sont les communautés les plus défavorisées qui en subissent les pires conséquences. Qu'il s'agisse du Royaume-Uni qui dépasse les 40°C pour la première fois de son histoire, des typhons dévastateurs aux Philippines, des inondations au Pakistan, de la sécheresse en Afrique de l'Est ou des incendies de forêt en Amérique du Nord, ce sont les personnes vivant dans la pauvreté - tant dans les pays à faible revenu que dans les pays à revenu élevé - qui en subissent les pires conséquences.

Il est encore possible de limiter le réchauffement de la planète à une augmentation moyenne de la température de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, mais, comme l'a déclaré le secrétaire général des Nations unies, "il faudra faire un bond en avant dans l'action climatique". Selon le GIEC, la réduction des émissions pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C nécessite des "transitions rapides et profondes" dans tous les secteurs de l'économie mondiale d'ici à 2030.

Pourtant, les objectifs actuels de réduction des émissions proposés par les gouvernements sont loin d'atteindre ce niveau d'ambition : au lieu de la réduction de 45 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) d'ici à 2030 que le GIEC juge nécessaire pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C, le dernier rapport de synthèse sur les contributions déterminées au niveau national (CDN) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC, *UNFCCC en anglais*) indique que les objectifs actuels impliquent une augmentation mondiale de 10,6 % des émissions d'ici à 2030.

Le Bilan Mondial de l'Accord de Paris a lieu en 2023. Il s'agira de déterminer si les objectifs, les promesses et les actions des pays en matière d'action climatique sont sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, à savoir limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C (et la maintenir bien en deçà de 2 °C), renforcer l'adaptation et la résilience aux impacts climatiques, et rendre les flux financiers cohérents avec ces objectifs d'atténuation et d'adaptation. Le Bilan Mondial est explicitement chargé de mener cet examen "à la lumière de l'équité", dans le but de guider les pays afin qu'ils renforcent l'ambition de leurs actions ainsi que leur coopération et leur soutien mutuel au niveau international. Les résultats de cette analyse peuvent constituer des contributions utiles au Bilan Mondial.

L'évaluation présentée dans ce document repose sur l'engagement explicite que les gouvernements du monde ont pris dans le cadre de l'Accord de Paris : poursuivre les efforts pour que l'augmentation de la température mondiale soit limitée à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels. Cette mesure est un outil de responsabilisation important, mais le niveau actuel de réchauffement, autour de 1,1°C-1,3°C, est déjà profondément dangereux pour de nombreuses communautés à travers le monde, violant leurs droits humains - à la vie, à la nourriture, à l'eau, au logement et à bien d'autres droits - de sorte que 1,5°C ne devrait pas être traité comme un plancher pour l'ambition climatique.

Les pays du G20 abritent les plus grandes économies du monde ainsi que la majorité des habitants de la planète (63 %). Ils génèrent également la plupart des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le monde (78 %). Leurs actions auront donc un impact décisif sur le succès mondial de la lutte contre l'urgence climatique.

Ce document compare trois approches pour évaluer l'équité et l'ambition des objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES) des gouvernements. Il applique ensuite ces méthodologies aux objectifs de réduction des émissions du G20 les plus récents, afin d'évaluer leur niveau d'ambition et d'équité respectif et aborder les différences d'évaluation entre les approches. L'utilisation de différentes méthodes permet de juger de la solidité des conclusions : si toutes les approches donnent des résultats similaires et soutiennent des conclusions similaires, cela suggère qu'elles sont solides. À l'inverse, si certains résultats ne sont pas partagés par toutes les méthodologies, une analyse et une interprétation supplémentaires s'imposent. Nous avons constaté que les résultats des trois méthodes sont convergents.

- La première des approches de comparaison des pays, le Climate Action Tracker (CAT), a été choisie parce qu'il s'agit d'une ressource largement utilisée qui évalue les engagements et les politiques d'atténuation des Etats. Ce rapport utilise un référentiel du système hybride d'évaluation comparative du CAT, la "fourchette de partage de l'effort", que le CAT dérive de calculs de partage de l'effort extraits d'un large corpus de littérature académique reflétant un large éventail de points de vue sur ce qui pourrait être considéré comme un partage équitable de l'effort.
- La seconde approche, le référentiel du Climate Equity Reference Project (CERP) sur le partage équitable des efforts climatiques, a été sélectionnée parce qu'il s'agit de l'approche de partage des efforts utilisée par la Civil Society Equity Review, une initiative d'évaluation de l'ambition climatique, dont Oxfam a été l'un des principaux initiateurs. L'approche CERP est basée sur l'idée que le partage équitable des efforts doit intégrer tous les principes d'équité pertinents de la diplomatie climatique au sein des Nations unies : la responsabilité de chaque Etat dans la crise climatique, ses capacités pour y faire face et son droit au développement durable.
- La troisième méthode d'évaluation comparative, la consommation égale de CO<sub>2</sub> par habitant (EPCCC en anglais), a été choisie parce qu'elle a été utilisée dans de récentes recherches d'Oxfam sur l'inégalité des émissions de carbone. Il est important de noter que cette approche ne reflète aucune considération de justice ou d'équité, mais qu'elle peut servir de mesure d'ambition "rapide" pour évaluer si les pays prévoient de s'engager dans un niveau suffisant d'atténuation nationale conforme aux trajectoires de 1,5°C.

Les différentes approches utilisées montrent que les pays du G20 - collectivement et presque tous à titre individuel – ne font pas leur juste part de l'effort mondial d'atténuation nécessaire pour limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5°C. Les trois approches montrent également qu'aucun des objectifs individuels des pays du G20 à revenu élevé ne représente le niveau requis pour une trajectoire d'atténuation mondiale de 1,5 °C, et que leurs déficits d'ambition sont beaucoup plus importants que ceux des pays à revenu intermédiaire.

Le tableau 1 présente les résultats des approches de comparaison CAT et CERP pour le G20 en tant que groupe, ainsi que pour les pays du G20 à revenu élevé et moyen séparément. Il convient de noter que ces deux approches utilisent des méthodologies et des systèmes de notation différents et ne peuvent donc pas être comparées directement. Le déficit du G20 en tant que groupe entre ses CDN collectives et les critères d'équité des trois approches varie de 2,8 tonnes de dioxyde de carbone ( $t_{CO_2}$ ) par habitant (EPCCC ; non indiqué dans la figure 1) à 2,9 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone ( $t_{CO_{2eq}}$ ) par habitant (CAT) et 3,9  $t_{CO_{2eq}}$  par habitant (CERP) en 2030. (L'équivalent en dioxyde de carbone,  $CO_{2eq}$ , mesure différents gaz à effet de serre en une seule unité. L'équivalent  $CO_2$  représente la quantité de  $CO_2$  qui aurait un effet équivalent sur le réchauffement de la planète au cours d'une certaine période à une quantité et un type particuliers d'un ou plusieurs gaz à effet de serre, tels que le méthane et le protoxyde d'azote).

**Tableau 1. Résumé des principaux paramètres d'évaluation et des notations pour tous les pays du G20, ceux du G20 à revenu élevé et ceux du G20 à revenu intermédiaire**

Approach Unit	G20			High-income G20 countries			Middle-income G20 countries		
	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap
Current emissions	7.4	7.7	14.1	12.0	12.3	5.3	6.1	6.3	8.9
NDC emissions 2030	6.7	6.9	5.1	7.8	7.7	6.8	6.3	6.6	4.5
1.5 °C benchmark 2030	3.8	2.9	2.3	3.1	-7.1	2.3	4.0	5.8	2.3
Shortfall	2.9	3.9	2.8	4.7	14.9	4.5	2.3	0.8	2.2
Rating according to approach	Highly insufficient	Exceeds by less than 5t/cap	Exceeds by less than 4 times	Insufficient	Exceeds by more than 10t/cap	Exceeds by less than 4 times	Highly insufficient	Exceeds by less than 1t/cap	Exceeds by less than double

Le tableau présente des agrégats pour chaque approche comparative : émissions actuelles par habitant, émissions par habitant en 2030 dans le cadre de la mise en œuvre de la CDN, émissions par habitant dans le cadre de l'objectif de 1,5 °C de chaque approche, écart par habitant entre la CDN et l'objectif, et notation selon chaque approche. L'annexe fournit les mêmes informations pour chaque pays du G20.

Étant donné que la population du G20 devrait s'élever à 5,1 milliards de personnes en 2030, cela se traduirait par un surplus global d'émissions en 2030 dans les seuls pays du G20 de 14,1 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub>(EPCCC) à 14,6 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub>eq (CAT) ou 20,2 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub>eq (CERP). La comparaison de ces chiffres avec la nécessaire réduction mondiale de 20 à 23 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> calculée par le Rapport sur l'Ecart d'Emissions du Programme des Nations Unies pour l'Environnement montre à quel point les pays du G20 devront accroître leur ambition en matière d'atténuation pour être en mesure de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5°C.

Pendant, il est important d'examiner également les résultats des pays du G20 de manière plus nuancée et différenciée. Même si tous les pays du G20 comptent parmi les plus grandes économies du monde, il existe un degré élevé d'inégalité entre ces pays. Les pays du G20 à haut revenu ont la responsabilité historique, la capacité technologique et la capacité financière d'atténuer la crise climatique. Il existe également des inégalités en termes d'émissions de GES, de richesse, de niveau de revenu par habitant et de taux de pauvreté. Si l'on considère les pays à haut revenu du G20, dans les trois approches d'évaluation utilisées, le déficit de ces pays par rapport à leurs objectifs de référence compatibles avec une augmentation de 1,5 °C est beaucoup plus important, voire très important, que le déficit des pays du G20 à revenu intermédiaire, allant d'environ deux fois plus (CAT, EPCCC) à 18 fois plus (CERP). Voir le tableau 2 ci-dessous.

**Tableau 2 : Résumé des résultats de l'évaluation de l'ambition et/ou des parts équitables selon les approches CAT, CERP et EPCCC, pour chaque pays du G20**

Country Income group	Argentina Middle-income country			Australia High-income country			Brazil Middle-income country			Canada High-income country		
Approach Unit	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap
Current emissions	7.1	7.7	3.7	18.3	20.3	14.0	4.9	5.4	2.3	16.5	18.1	13.7
NDC emissions 2030	6.4	6.4	3.2	13.3	10.6	7.8	4.3	5.3	1.8	10.3	10.0	7.2
1.5°C benchmark 2030	3.9	5.9	2.3	9.2	-7.4	2.3	3.8	2.9	2.3	7.3	-5.6	2.3
Shortfall	2.5	0.6	0.9	4.1	18.0	5.5	0.5	2.5	-0.5	3.0	15.6	4.9
Rating according to approach	Highly insufficient	exceeds by less than 1t/cap	exceeds by less than double	Insufficient	exceeds by more than 10t/cap	exceeds by less than 4 times	Insufficient	exceeds by less than 5t/cap	1.5°C consistent	Insufficient	exceeds by more than 10t/cap	exceeds by less than 4 times

Country Income Group	China Middle-income country			European Union High-income country			France High-income country			Germany High-income country		
Approach Unit	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap
Current Emissions	9.8	10.0	7.1	7.8	7.8	7.7		6.3	6.0	9.2	9.1	9.9
NDC emissions 2030	9.2	9.9	7.3	5.0	4.9	4.6	missing	4.7	3.4	5.2	5.2	6.4
1.5°C benchmark 2030	5.7	9.9	2.3	0.8	-4.0	2.3	from	-7.3	2.3	-1.3	-8.8	2.3
Shortfall	3.4	0.0	5.0	4.2	9.0	2.3	CAT	12.0	1.1	6.5	14.0	4.1
Rating according to Approach	Highly insufficient	1.5°C Fair Share compliant	exceeds by less than 4 times	Insufficient	exceeds by less than 10t/cap	exceeds by less than double		exceeds by more than 10t/cap	exceeds by less than double	Insufficient	exceeds by more than 10t/cap	exceeds by less than 4 times

Country Income Group	India Middle-income country			Indonesia Middle-income country			Italy High-income country			Japan High-income country		
Approach Unit	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap
Current Emissions	2.2	2.5	1.8	3.2	3.4	2.5		6.8	7.0	9.7	9.4	9.8
NDC emissions 2030	3.0	2.9	2.0	6.0	5.8	4.0	missing	5.5	4.4	6.7	6.7	6.9
1.5°C benchmark 2030	2.3	2.9	2.3	2.9	3.6	2.3	from	-4.5	2.3	3.1	-8.8	2.3
Shortfall	0.7	0.1	-0.3	3.2	2.3	1.7	CAT	10.0	2.1	3.7	15.5	4.6
Rating according to Approach	Insufficient	exceeds by less than 1t/cap	1.5°C consistent	Critically insufficient	exceeds by less than 5t/cap	exceeds by less than double		exceeds by less than 10t/cap	exceeds by less than double	Insufficient	exceeds by more than 10t/cap	exceeds by less than 4 times

Country Income Group	Mexico Middle-income country			Russia Middle-income country			Saudi Arabia High-income country			South Africa Middle-income country		
Approach Unit	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap
Current Emissions	5.0	5.3	4.0	15.1	15.1	9.5	14.9	18.3	17.8	7.6	8.9	5.5
NDC emissions 2030	5.6	4.3	4.4	16.8	15.6	9.5	13.3	18.1	9.2	5.5	5.5	2.8
1.5°C benchmark 2030	3.0	3.1	2.3	6.8	8.0	2.3	9.6	12.3	2.3	5.3	5.9	2.3
Shortfall	2.6	1.3	2.1	10.0	7.6	7.2	3.7	5.8	6.9	0.3	-0.4	0.5
Rating according to Approach	Critically insufficient	exceeds by less than 5t/cap	exceeds by less than double	Critically insufficient	exceeds by less than 10t/cap	exceeds by more than 4 times	Critically insufficient	exceeds by less than 10t/cap	exceeds by less than 4 times	Insufficient	1.5°C Fair Share compliant	exceeds by less than 1/4

Country Income Group	South Korea High-income country			Türkiye Middle-income country			United Kingdom High-income country			United States High-income country		
Approach Unit	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap	CAT tCO <sub>2</sub> eq/cap	CERP tCO <sub>2</sub> eq/cap	EPCCC tCO <sub>2</sub> /cap
Current Emissions	13.4	13.4	13.6	6.3	6.7	4.8	5.9	6.3	7.5	17.9	18.5	17.0
NDC emissions 2030	9.1	8.5	8.9	8.6	8.7	7.4	3.5	3.1	3.9	11.1	10.3	9.4
1.5°C benchmark 2030	4.6	5.2	2.3	4.3	3.9	2.3	-2.1	-7.9	2.3	5.3	-14.4	2.3
Shortfall	4.6	3.4	6.6	4.3	4.8	5.1	5.7	11.1	1.6	5.8	24.6	7.1
Rating according to Approach	Highly insufficient	exceeds by less than 5t/cap	exceeds by less than 4 times	Critically insufficient	exceeds by less than 5t/cap	exceeds by less than 4 times	Insufficient	exceeds by more than 10t/cap	exceeds by less than double	Insufficient	exceeds by more than 10t/cap	exceeds by more than 4 times

Pour chaque membre du G20, le tableau indique la classification des groupes de revenus de la Banque mondiale et, pour chaque approche d'évaluation comparative, les émissions actuelles par habitant, les émissions par habitant en 2030 dans le cadre de la mise en œuvre de la CDN, les émissions par habitant dans le cadre de l'objectif de 1,5 °C de chaque approche d'évaluation, l'écart par habitant entre la CDN et l'objectif, et la note attribuée selon chaque approche. Les "émissions actuelles" correspondent à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles : 2021 pour le CERP et la plupart des pays pour le CAT, 2020 pour tous les autres cas ; le tableau montre les émissions territoriales pour tous les GES (à l'exclusion de l'UTCF) pour le CAT et le CERP ; les émissions de CO<sub>2</sub> basées sur la consommation provenant de l'industrie et de l'énergie pour l'EPCCC.

Dans les pays à revenu élevé tels que les États-Unis et l'Australie, par exemple, les niveaux d'émissions qui résulteraient de la mise en œuvre des réductions promises sont encore bien plus élevés que ce que leur part juste exigerait. Pour atteindre leur part équitable dans le cadre du CERP, ils devraient renforcer leur NDC pour 2030 en visant à réduire 240 % (États-Unis) et 170 % (Australie) de leur niveau d'émissions cible actuel. De même, dans le cadre de l'évaluation CAT, l'Allemagne et le Royaume-Uni devraient encore augmenter leurs objectifs de réduction des émissions pour 2030 de 160 % (Allemagne) et 124 % (Royaume-Uni, respectivement, et la Russie de 60 %, pour atteindre un niveau partage de l'effort "compatible avec 1,5 °C" pour leur objectif de 2030 selon la méthode CAT. De manière peut-être contre-intuitive, l'approche CAT donne une note moins négative ("insuffisant") au groupe des pays du G20 à haut revenu qu'au groupe des pays du G20 à revenu moyen ("très insuffisant") et qu'au G20 dans son ensemble ("très insuffisant"), bien que ces deux derniers aient un écart par habitant moins important entre leurs CDN et leur référence CAT que les pays du G20 à haut revenu.

En effet, les fourchettes d'émissions correspondant à chacune des catégories d'évaluation du CAT sont beaucoup plus larges pour les pays à haut revenu que pour les pays à faible revenu, ce qui permet aux premiers de recevoir des évaluations plus favorables que les seconds, avec le même écart absolu par rapport à la référence de 1,5 °C du CAT.

Comme l'illustrent ces résultats, les méthodes d'évaluation qui mettent l'accent sur l'équité montrent que les pays à revenu élevé devraient réduire leurs émissions bien au-delà de 100 % d'ici à 2030 pour avoir une répartition juste de l'effort. Ainsi, même si ces pays réduisent leurs émissions nationales à zéro d'ici à 2030, ils resteront en deçà de ces critères de partage équitable. Cela signifie que pour atteindre leur part juste d'atténuation au niveau mondial, ils devraient en outre fournir des montants substantiels de financement climatique et de soutien technologique, afin de faciliter de nouvelles réductions d'émissions dans d'autres pays à une échelle correspondant au déficit restant par rapport à leur propre part juste. Il est toutefois important de noter que ce soutien ne serait pas une alternative à des réductions des émissions nationales aussi rapides et importantes que possible, mais viendrait s'ajouter à ces réductions, et reflète le fait que les pays à haut revenu ont déjà émis plus que ce qui entrerait dans leur part équitable de l'atténuation mondiale. Pour évaluer les contributions des pays à haut revenu par rapport à leur part juste d'atténuation, dans l'idéal, ces évaluations devraient inclure à la fois leurs engagements nationaux en matière d'atténuation et, le cas échéant, leurs engagements en matière de financement et d'aide à la lutte contre le changement climatique. Toutefois, étant donné que les pays à hauts revenus ont longtemps refusé, et continuent de refuser, de prendre des engagements dans le cadre de la CCNUCC concernant le financement et le soutien que chacun d'entre eux individuellement fournira à l'avenir (au-delà d'un délai très court de quelques années), de telles évaluations complètes restent impossibles.

Les économies du G20 à revenu intermédiaire telles que l'Indonésie, l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine et le Mexique ont des responsabilités historiques moindres dans la crise climatique et une capacité financière moindre pour y faire face. Mais cette analyse montre que les pays du G20 à revenu intermédiaire, collectivement et pour beaucoup individuellement, ne parviennent pas non plus à atteindre leur part équitable et/ou ambitieuse des objectifs mondiaux en matière d'émissions ; il faut que les pays adoptent des objectifs de réduction des émissions qui soient au moins cohérents avec les critères de référence examinés ici si l'on veut limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C.

En raison de décennies d'action climatique insuffisante de la part des pays du G20 à revenu élevé, les réductions de leur part équitable d'émissions sont désormais si importantes, dépassant souvent 100 % de leurs émissions actuelles d'ici à 2030, qu'elles ne peuvent plus être réalisées uniquement à l'intérieur des frontières de ces pays. Pour qu'une atténuation globale compatible avec une température de 1,5 °C reste possible, les pays à revenu moyen et faible doivent donc également être disposés à mettre en œuvre des mesures d'atténuation plus ambitieuses que ce que leur part juste exigerait. Toutefois, comme il serait injuste d'attendre des pays à revenu moyen et faible qu'ils mettent en œuvre ces réductions plus importantes avec leurs propres ressources, ces réductions supplémentaires doivent être facilitées par un financement et un soutien climatique substantiels de la part des pays à revenu élevé.

Sur la base de l'approche globale de ce document, il apparaît clairement que tous les pays du G20 doivent renforcer l'ambition de leurs efforts d'atténuation. Si les trois méthodes d'évaluation suivent des approches sensiblement différentes pour évaluer l'ambition et/ou l'équité des promesses d'atténuation des pays, la conclusion générale coïncide effectivement. Collectivement, les objectifs d'atténuation des pays sont si éloignés du niveau d'ambition requis qu'il est nécessaire d'accroître les ambitions nationales respectives en matière d'atténuation et de renforcer la coopération internationale dans chaque pays. Pour les pays du G20 à revenu élevé, outre le renforcement des objectifs nationaux, cela signifie une augmentation significative du financement climatique et d'autres formes de coopération et de soutien, afin que les pays du G20 à revenu moyen, ainsi que d'autres pays à revenu moyen ou faible, puissent réduire leurs émissions encore plus que ce que l'on pourrait raisonnablement attendre d'eux, ou que ce qu'ils seraient pratiquement en mesure de faire avec leurs seules ressources.

Ces informations sont décisives aujourd'hui, car le Bilan Mondial sera finalisé d'ici la fin de l'année 2023 lors de la COP28. Étant donné que le Bilan Mondial vise à aider les pays à renforcer l'ambition de leur propre action climatique et, pour les pays à revenu élevé, à accroître leur contribution aux financements climatiques internationaux et à la coopération internationale, l'analyse peut aider à identifier les pays qui doivent le plus renforcer leur action et leur soutien, et dans quelle mesure.

L'incapacité persistante des pays du G20 à atteindre un objectif ambitieux et/ou équitable de réduction des émissions mondiales ne fait qu'aggraver la crise climatique. Cette situation a non seulement des conséquences dévastatrices sur la vie des populations, mais elle est aussi profondément injuste car ce sont les communautés à faibles revenus et les groupes marginalisés qui souffrent le plus de l'inaction climatique. Il est encore temps d'empêcher l'emballement climatique. Les pays du G20, ainsi que le reste du monde, ont beaucoup à gagner à augmenter l'ambition et la justice climatique. Si l'ambition en matière d'atténuation, y compris la mise à disposition d'un financement climatique suffisant, n'est pas renforcée au cours des prochaines années, le budget carbone restant de 1,5 °C aura été épuisé et la fenêtre permettant de maintenir le réchauffement en deçà de 1,5 °C se sera refermée. C'est maintenant qu'il faut agir.

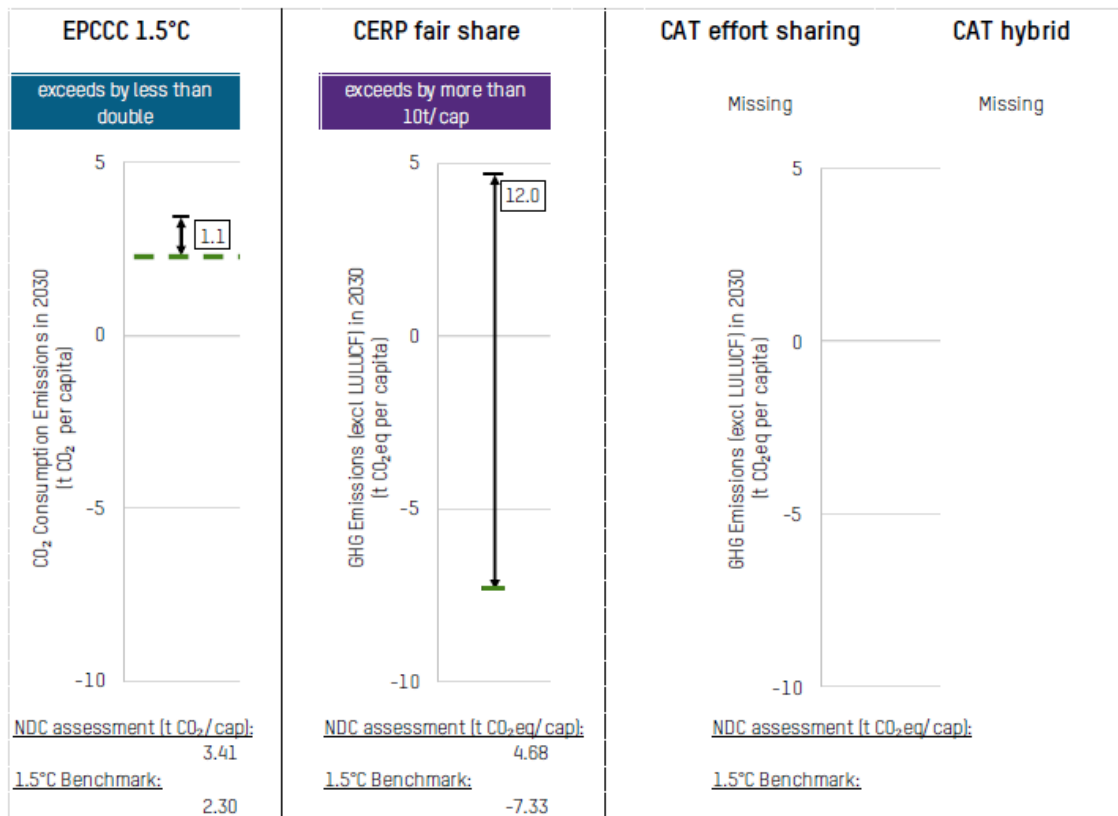
### **Le cas de la France**

La dernière CDN de la France est la CDN de l'UE qui a été soumise le 18 décembre 2020. Le Climate Action Tracker n'évalue pas la France. Comme indiqué ci-dessus, l'UE soumet une CDN unique avec un objectif unique à l'échelle de l'UE pour tous ses États membres. D'autres processus internes à l'UE déterminent les objectifs respectifs des États membres, ainsi que pour le système commun d'échange de quotas d'émission, dans le cadre de cet objectif commun. Ainsi, les réductions d'émissions requises dans chaque État membre de l'UE dans le cadre de la CDN de l'UE ne sont pas les mêmes que dans l'ensemble de l'UE. Dans la présente section, les réductions d'émissions de la France examinées sont celles résultant de la CDN de l'UE.

Dans l'analyse de l'EPCCC, la CDN de l'UE se traduirait par des émissions de CO<sub>2</sub> en France de 3,4 tCO<sub>2</sub> par habitant en 2030, soit moins de deux fois le niveau de référence de 2,3 tCO<sub>2</sub> par habitant, compatible avec une augmentation de 1,5 °C. Les réductions d'émissions de la France résultant de la CDN de l'UE ne sont pas les mêmes que celles de l'ensemble de l'UE.

Dans l'analyse du CERP (qui utilise une quantification de la CDN de Meinshausen et al. 2022), on considère que la mise en œuvre de la CDN de l'UE en France entraînera des émissions de 4,7 tCO<sub>2</sub>eq par habitant en 2030, soit 12,0 tCO<sub>2</sub>eq/habitant de plus que le niveau de référence de la part équitable de 1,5°C.

**Résultats de la France pour l'ensemble des méthodes d'évaluation. Les segments de la ligne verte indiquent le niveau d'émissions de référence de chaque approche pour 1,5°C (par habitant), les segments de la ligne noire indiquent le niveau d'émissions impliqué par la mise en œuvre de la NDC pour une atténuation totale, les cases numérotées indiquent la différence entre le niveau de référence et le niveau NDC.**



## REMERCIEMENTS

Cette publication a été rédigée par Ceecee Holz, consultante externe.<sup>1</sup>

L'auteur souhaite remercier Niklas Höhne, Yann Robiou du Pont, Emily Ghosh, Astrid Nilsson Lewis, Tracy Carty, Ashfaq Khalfan, Ruth Mayne, Lyndsay Walsh, Nafkote Dabi, Ervin Habid Felix Lopez, Carlos Brown Sola, Sebastian Rodriguez, Ally Davies, Alice Horrocks et Adam Houlbrook pour leurs commentaires sur les versions antérieures de ce document. L'auteur et Oxfam souhaitent remercier Stockholm Environment Institute (Emily Ghosh, Anisha Nazareth) pour leur contribution à ce document de discussion en fournissant et en mettant à jour les résultats de leurs calculs avec la méthode de l'EPCCC.

Pour de plus amples informations sur les questions soulevées dans cette publication, veuillez envoyer un courriel à [RMayne1@oxfam.org.uk](mailto:RMayne1@oxfam.org.uk).

<sup>1</sup> Il convient de noter que l'auteur de ce document de travail est un employé du Climate Equity Reference Project (CERP) et un auteur actuel (avec Tom Athanasiou et Sivan Kartha) du Climate Equity Reference Framework, l'une des approches d'évaluation discutées dans ce document.